



PRÉFÈTE DE LA NIÈVRE

Préfecture de la Nièvre
Secrétariat Général

Direction du pilotage interministériel

Pôle environnement et guichet unique ICPE

58-2019-01-16-001

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

portant mise en demeure à la société SABLES ET MINÉRAUX
de respecter les dispositions prévues à certains articles
de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2014-029-0005 du 29 janvier 2014
pour l'exploitation d'une carrière d'argiles et de sables kaoliniques avec ses installations annexes
sur le territoire de la commune de LIVRY

LA PRÉFÈTE DE LA NIÈVRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-8, L.172-1 et suivants, L.511-1, L.512-20 et L.514-5 ;
- VU** l'arrêté du Préfet de Région n° 2013/275 du 3 juin 2013 prescrivant la réalisation d'un diagnostic archéologique préventif préalable aux travaux d'exploitation de carrière d'argiles et sables kaoliniques, sur le territoire de la commune de LIVRY, exploitée par la société IMERYS CERAMICS FRANCE ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2014-029-0005, délivré le 29 janvier 2014 au bénéfice de la société IMERYS CERAMICS FRANCE, pour l'exploitation d'une carrière d'argiles et sables kaoliniques avec ses installations annexes sur le territoire de la commune de LIVRY, aux lieux-dits « La Colline », « Le Bernard », « Champ Menou », « le Gros Bois », « Font Foulet », « Le Patureau », « Le Dechard », « La Baravelle », « Petite Tuilerie » et « Grande Tuilerie », qui concerne notamment les rubriques 2510 et 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2015-P-822 du 3 juillet 2015 autorisant le transfert de la carrière d'argiles et sables kaoliniques exploitée sur le territoire de la commune de LIVRY par la société IMERYS CERAMICS FRANCE au bénéfice de la société SABLES ET MINÉRAUX ;

- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2017-02-20-002 du 20 février 2017 accordant la modification des conditions d'exploitation de la carrière autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 janvier 2014, susvisé, au bénéfice de la société SABLES ET MINÉRAUX ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 26 décembre 2018, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- VU** l'absence de réponse de l'exploitant au rapport susvisé ;
- CONSIDÉRANT** que les prescriptions d'archéologie préventive préalables aux travaux d'exploitation prescrites par le Préfet de région n'ont pas été effectuées selon les dispositions prévues à l'article 2.4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2014, susvisé ;
- CONSIDÉRANT** que le plan de suivi d'exploitation prévu à l'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2014, susvisé, n'a pas été actualisé depuis 2016 ;
- CONSIDÉRANT** que la progression des niveaux d'extraction est réalisée sans conserver les banquettes prévues à l'article 2.4.4.1 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2014, susvisé ;
- CONSIDÉRANT** que le suivi qualitatif et quantitatif de l'ensemble des espèces protégées relevées lors de l'étude naturaliste prévu à l'article 9.4.2 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2014, susvisé, n'a pas été réalisé ;
- CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 2.4.2.3, 2.4.4.1, 9.4.1 et 9.4.2 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2014, susvisé, susceptible de porter atteinte aux intérêts protégés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société SABLES ET MINÉRAUX de respecter les prescriptions des articles 2.4.2.3, 2.4.4.1, 9.4.1 et 9.4.2 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2014, susvisé ;
- SUR** proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société SABLES ET MINÉRAUX, exploitant une carrière d'argiles et sables kaoliniques sise aux lieux-dits « La Colline », « Le Bernard », « Champ Menou », « le Gros Bois », « Font Foulet », « Le Patureau », « Le Dechard », « La Baravelle », « Petite Tuilerie » et « Grande Tuilerie » sur le territoire de la commune de LIVRY est mise en demeure de se conformer :

- dans un **délai de huit jours** à compter de la notification du présent arrêté, aux prescriptions de l'article 2.4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2014, susvisé, en faisant connaître par écrit au service régional de l'archéologie de la Direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne Franche-Comté (DRAC) la réalisation des travaux de décapage effectués et à venir, dont copie sera adressée à l'Inspection des installations classées ;
- dans un **délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, aux prescriptions de l'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2014, susvisé, en faisant établir par un géomètre expert :

« Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie faisant apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 m, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,*
- les bords de la fouille,*
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,*
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes,...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,*
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,*
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,*
- le positionnement et les hauteurs des fronts,*
- les zones de stockage de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité.*

Les surfaces S1, S2 et S3 (cf. chapitre 1.6) des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau,...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. »

Ce plan et ses annexes sont transmis à l'Inspection des installations classées.

- dans un **délai de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté, aux prescriptions de l'article 2.4.4.1 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2014, susvisé :

« L'extraction se déroule en tranches verticales :

- une tranche correspondant à la partie de sable kaolinique du gisement, d'une épaisseur moyenne d'environ 1,50 m.*
- une tranche correspondant à la partie des argiles bariolées, d'une épaisseur de l'ordre de 5 m.*

La progression des niveaux d'extraction est réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes dont la largeur minimale est de 5 m. »

Durant la période transitoire de mise en conformité, la sécurité aux abords des fronts d'exploitation incriminés devra être assurée par tout moyen approprié (merlons, pièges à blocs, etc.).

Ce délai peut être prolongé si les terrains concernés par les travaux sont gelés le temps de la réalisation du diagnostic archéologique préventif prescrit par l'arrêté du 3 juin 2013, susvisé ;

- dans un **délai de six mois** à compter de la notification du présent arrêté, aux prescriptions de l'article 9.4.2 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2014, susvisé, en faisant réaliser :

« Un suivi qualitatif et quantitatif de l'ensemble des espèces protégées relevées lors de l'étude naturaliste et réalisé par une structure naturaliste, à savoir, au minimum :

- pour les habitats : les types de milieu et leur état de conservation,*
- pour les insectes : le Grand Capricorne et le Lucane cerf-volant,*
- pour les batraciens : la Grenouille agile, la Grenouille rousse, la Grenouille rieuse et le Crapaud commun,*
- pour les oiseaux : le Pic noir, le Milan noir, la Fauvette à tête noire, le Guêpier d'Europe.*

Ce suivi doit permettre de confirmer ou d'infirmer le succès des mesures mises en place et fait l'objet d'un rapport circonstancié comportant des commentaires. En cas d'échec, des modifications doivent être proposées. Le rapport est adressé à l'Inspection des installations classées. »

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal Administratif de Dijon peut également être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 – EXÉCUTION

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
- M. le Maire de LIVRY ,
- M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté,
- M. le Directeur régional des affaires culturelles de Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Nièvre, dont une copie sera notifiée à M. le Directeur général de la société SABLES ET MINÉRAUX et dont l'original sera transmis à M. le Directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le **16 JAN. 2019**

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général


Stéphane COSTAGLIOLI